

Forum débats

SOMMAIRE >>> DOSSIER : Savoir prendre le risque P. 12-13 >>> POINT DE VUE : Alberto Toscano P. 14

>>> LA REVUE, L'AGENDA ET LA MÉDITATION : P. 14

ENTRETIEN >>> Gaëtane Ricard-Nihoul, secrétaire générale de Notre Europe

« La relève européenne ne vient plus des dirigeants politiques »

Pour cette politologue, la société civile représente le creuset le plus susceptible de donner un nouveau souffle à l'Europe

Premier conseil européen pour Nicolas Sarkozy, dernier pour Tony Blair avant Gordon Brown, les dirigeants se renouvellent au sommet des Vingt-Sept, ouvert depuis hier à Bruxelles. Mais ceux-ci semblent avoir du mal à insuffler de nouvelles voies pour la construction européenne léguée par leurs aînés.

Les sommets européens se résument souvent à un confort d'intérêts nationaux. La nouvelle génération politique au pouvoir manque-t-elle, selon vous, d'idéal européen ?

GAËTANE RICARD-NIHOUL : L'approche de l'Europe est devenue plus rationnelle. On retrouve rarement chez les leaders européens contemporains l'émotion qui ressort, par exemple, du dernier discours de François Mitterrand devant le Parlement européen, s'exprimant sans note, sur tout ce que la construction européenne signifiait pour lui. Il suffit aussi de rappeler les concessions extraordinaires acceptées par Helmut Kohl dans le contexte historique de la réunification allemande. Cette génération avait connu la guerre, à la différence de celle accédant au pouvoir, qui pour autant n'a pas grandi avec une Europe disposant d'un acquis aussi étendu qu'aujourd'hui.

J'ai le sentiment que la génération actuelle de dirigeants politiques se situe dans un « entre-deux », entre celle qui a connu la guerre et celle à venir qui aura toujours connu Erasmus et l'euro. Entre une Europe de l'idéal et une Europe de l'évidence. Il faut souligner que l'idéal de paix, dont l'Europe était porteuse, était largement consensuel pour les pays et clair pour les populations. C'était une construction européenne à six, puis à douze. Aujourd'hui, les dirigeants doivent s'affirmer dans une Europe élargie à vingt-sept, qui opère dans le contexte complexe de la mondialisation, avec à la fois des domaines d'intervention plus larges et des objectifs plus flous. **L'élargissement de l'Union à l'Est, mettant un terme définitif à la guerre froide, aurait pu renouveler l'idéal de paix européen...**

Tout à fait. Cela a été une formidable occasion manquée. Cette réunification historique d'un continent est passée presque inaperçue, quand on n'en a pas parlé en négatif. Les institutions communautaires ont communiqué dans la mesure de leurs moyens mais sans que les dirigeants politiques n'expliquent la portée de l'élargissement dans leurs pays.

Or l'élargissement représente une belle opportunité de promouvoir la diversité de l'Europe, d'avancer dans le dialogue interculturel et interreligieux, d'être fidèles à l'objectif de solidarité et à la philosophie « du pardon et de la promesse », pour reprendre l'expression



Gaëtane Ricard-Nihoul adhère en matière européenne à la philosophie « du pardon et de la promesse » formulée par Hannah Arendt et chère au cœur de Jacques Delors.

d'Hannah Arendt chère à Jacques Delors, qui sous-tend l'intégration européenne depuis ses débuts. À cet égard, la perspective d'in-

« Lorsque prime le résultat immédiat, il devient impossible de faire preuve du courage politique nécessaire, d'une vision à long terme, pour faire passer la construction européenne devant la somme des intérêts nationaux. »

tégration des pays des Balkans occidentaux est capitale pour eux-mêmes comme pour l'Union.

Ce silence trahit-il toute la difficulté à assurer la relève des « pères fondateurs » de l'Europe ?

Des personnalités comme Jean-Claude Juncker (NDLR : premier ministre luxembourgeois) ou Guy Verhofstadt (NDLR : premier ministre belge sortant), qui publièrent un pamphlet ambitieux pour l'Europe pendant le débat sur la Constitution, peuvent paraître aujourd'hui des exceptions. Ils dirigent de « petits pays »,

habités à la culture du compromis, où l'articulation avec un échelon supérieur s'impose.

Mais le problème va au-delà de la relève européenne par une autre génération et de la transmission de l'héritage des pères fondateurs. C'est aussi tout simplement la fonction politique qui a changé. La communication, le rôle de l'image, l'omniprésence médiatique commandent cette fonction. Lorsque prime le résultat immédiat, il devient impossible de faire preuve du courage politique nécessaire, d'une vision à long terme, pour faire passer la construction européenne devant la somme des intérêts nationaux. Dans une culture politique hypermédiatisée, il est facile de dire que le message européen est inaudible. La construction européenne est même actuellement enfermée dans un cycle vicieux : sous prétexte que l'Europe n'intéresse pas les citoyens, les grands médias n'en parlent pas ou peu. Le sujet est presque devenu tabou depuis le rejet français du traité constitutionnel, en témoignant l'absence de l'Europe dans la campagne présidentielle française. Mais moins les politiques débattent de l'Europe, moins les médias sont incités à en rendre compte et moins les citoyens sont susceptibles de développer un véritable intérêt pour le sujet.

Je crois que le problème de l'élan à redonner à la construction européenne renvoie à

ce qu'est devenue la fonction politique et au rôle des médias, qui n'ont pas toujours pris la mesure, dans leur fonctionnement, de ce qu'est l'Europe actuelle. TF 1 n'a plus de correspondant à Bruxelles ! Cela participe aussi au problème de la relève européenne.

Où reste-t-il alors de fervents défenseurs du projet européen ?

Je rencontre tous les jours des gens de ma génération, acquis à l'Europe, motivés, inspirés, prêts à relever le projet européen. Je les rencontre dans les universités, les entreprises, les cercles d'expertise et de réflexion, dans les associations de militants. Je constate cependant que beaucoup d'entre eux n'ont pas privilégié la voie des partis politiques pour faire entendre leurs convictions. C'est peut-être tout simplement le résultat d'un manque de temps ou d'opportunités. Il faut aussi reconnaître que la partie congrue que les partis politiques nationaux consacrent à l'Europe dans leurs programmes, en particulier la France, n'est pas de nature à les encourager. Mais si la relève européenne vient de la société civile, c'est aussi le signe d'une démocratie vivante.

RECUEILLI PAR SÉBASTIEN MAILLARD

REPÈRES

Une jeune Européenne au sein de la fondation de Jacques Delors

» Gaëtane Ricard-Nihoul, 35 ans, est diplômée en science politique de l'université de Liège, sa ville natale, et docteur en politique européenne de l'université d'Oxford. Elle a commencé sa carrière au sein du gouvernement fédéral belge, comme conseillère d'Isabelle Durant, vice-premier ministre, qu'elle représente à la conférence de l'OMC à Seattle. Elle a aussi participé, à ce titre, à plusieurs conseils européens. Après un passage à la Commission européenne, dans le secteur de la politique audiovisuelle, elle a rejoint l'équipe de Notre Europe il y a trois ans, comme conseillère du président. Elle est aujourd'hui secrétaire générale de l'association et en contact régulier avec Jacques Delors. Gaëtane Ricard-Nihoul est mariée et mère d'un enfant.

» Fondée en 1996 par Jacques Delors, Notre Europe se définit comme un « laboratoire de pensée dédié à l'unité européenne » financé, pour l'essentiel, par la Commission européenne. Son équipe, présidée ensuite par Pascal Lamy, puis aujourd'hui par Tommaso Padoa-Schioppa, ministre italien de l'économie, poursuit des travaux de recherche indépendants accessibles gratuitement.